

ÉPÎTRE À UN SUBSIDIAIRE...

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Que le rédacteur en Chef de *Charlie Hebdo*, journal d'opinion dont les lecteurs seraient en majorité «des électeurs de gauche» (si j'en crois vos écrits parus dans le numéro 331), ne voit pas d'autres solutions aux difficultés économiques et sociales que rencontrent nos concitoyens que dans un soutien critique à la gauche plurielle et plus précisément au *Parti socialiste*, cela n'a rien de bien surprenant et de plus, c'est son droit le plus légitime.

Les faits sont têtus

Il semble, cependant, qu'après des années et des années de privatisation, de déréglementation, de destruction des services publics, de remise en cause de l'école laïque, de politique du franc fort, etc..., j'en passe et des meilleures, les citoyens de ce pays aient de plus en plus de mal à faire la différence entre une politique de droite et une politique de gauche.

Je constate d'ailleurs avec intérêt que certains de vos collègues qui sont membres de la rédaction du journal ne font qu'ajouter au trouble du citoyen dubitatif. C'est le cas, lorsque par exemple Oncle Bernard, coauteur d'un livre, instructif, intitulé: «*Ah Dieu! que la guerre économique est jolie*», nous livre une préface dans laquelle on peut lire à la page 13:

«Oui l'acte unique, Maastricht, le pacte de stabilité, la marche à l'euro, les privatisations, les déréglementations, la libre circulation des marchandises et des capitaux, le feu vert au dumping social, le rapt par le capital d'une part croissante du revenu national: tout cela fut bien le résultat de choix politiques, de décisions prises, en France, par les gouvernements de Laurent Fabius, de Jacques Chirac, de Michel Rocard, de Pierre Bérégovoy, d'Edouard Balladur et de quelques autres... Les «marchés» l'exigeaient: ils le firent».

Et le gouvernement Jospin dans tout cela! Sans doute est-il caché, pudiquement, sous la catégorie des «quelques autres»?

Les fusillés de 1917 réquisitionnés au secours de la gauche plurielle

Donc, le bon peuple ayant, semble-t-il, de plus en plus de mal à distinguer la gauche de la droite, le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo* se propose, numéro après numéro, de nous guider afin de séparer le bon grain de l'ivraie.

La dernière recette préconisée est simple. Je fais allusion au sous titre de votre éditorial du mardi 10 novembre: «*LA RÉACTION DE LA DROITE MONTRE ASSEZ CLAIEMENT OÙ EST LA GAUCHE*». Bigre! voilà une bonne boussole pour ces temps difficiles, n'est-ce pas?

Et le maître Val de poursuivre la démonstration avec un exemple pour l'élève qui n'aurait pas encore compris. Aujourd'hui, l'exemple concerne les fusillés de 1917, mais on aurait tout aussi bien pu prendre pour la démonstration le racisme, le *Front national* ou encore le PACS. Va pour les fusillés de 1917 et continuons la lecture de votre éditorial:

«Que dit Jospin en réhabilitant les fusillés de 1917? ou, plutôt que sommes-nous en droit d'entendre dans cette réhabilitation, qui est un acte politique qu'il faut saluer à sa juste valeur?».

Le journaliste Erik Emptaz relativise cet acte «politique» lorsqu'il écrit, de façon ironique, dans le *Canard Enchaîné* du 11 novembre, sous le titre «*Honneurs aux poilants de 98!*»:

«Même s'il est plus facile de s'interroger sur la Première Guerre Mondiale que sur ses propres faits d'armes dans la lutte contre le chômage et les inégalités, l'intervention est perçue comme un beau geste.

L'Humanisme semble l'emporter sur la volonté de faire un petit coup «médiatico-politique» en raflant à Chirac la vedette du 11 novembre».

Bien entendu, quelques faits récents: Jospin et Vilvorde, Allègre et les lycéens, Dumas et Elf Aquitaine, nous donnent une bonne idée de la dose d'humanisme détenue par nos hommes politiques de gauche.

Ceci dit, et pour finir sur les fusillés de 1917, je dois dire que faire la une du journal avec un dessin de Tardi représentant trois fusillés avec la légende *«fusillés en 1917 par la droite, refusillés en 1998 par la droite»*, tient lieu de la falsification historique quand on sait que durant toute la guerre de 1914/1918 *«l'union sacrée»* était de mise, *«union sacrée»* à laquelle avait adhéré la totalité des partis politiques de l'époque, gauche comprise sauf quelques militants peu nombreux et isolés.

Quant aux problèmes actuels, il semble bien d'ailleurs qu'une autre union sacrée règne aujourd'hui pour cette Europe supranationale que, comme nous allons le voir plus loin, vous appelez de vos vœux.

Le Saint Empire Romain Germanique à la sauce capitaliste comme nouvelle terre promise

Abordons le fond de votre éditorial qui pointe son doigt vengeur, non vers la ligne bleue des Vosges, mais sur un article paru dans le journal *Le Monde*, article consacré à une conférence de Régis Debray en Sorbonne et intitulé *«National-Républicain? Chiche»*. Je ne connais pas la teneur de la conférence en question mais je constate que la conclusion de votre éditorial est la suivante:

«National-Républicain» eh ben non, ça ne marche pas. L'Europe se construit mal, mais elle est préférable à une Europe qui ne se construit pas. C'est à nous d'inventer la politique qui fera s'imposer l'idée de droits universels dont l'application effective sera supranationale. La Nation en tant que réserve (au sens de réserve indienne) de droits préférables à ceux du voisin, est une notion disqualifiée. Il faudra inventer autre chose. Que Le Pen reste avec. Et qu'il en crève».

L'avis d'un spécialiste sur quelques notions «disqualifiées»

Paul Volcker, ancien patron de la «F.E.D.», la réserve fédérale américaine, de 1979 à 1987 est, lui aussi, un spécialiste des *«notions disqualifiées»*. A un journaliste (*Le Point* du 3 octobre 1998) qui lui pose la question suivante:

Le Point: «Il y a presque quinze ans, vous aviez dit à Yvon Gattaz., alors patron du C.N.P.F., que la France devait «travailler plus, supprimer un poste de fonctionnaire sur deux, et avoir confiance en elle. Quelle serait aujourd'hui l'ordonnance du Docteur Volcker pour la France?».

P. Volcker (rires): «Permettez-moi de vous répondre plus généralement sur l'Europe, car les situations des grands pays d'Europe sont semblables à bien des égards. Il ne fait pas de doute que le poids de l'État, les rigidités du marché du travail, le coût de la création d'emplois sont autant de problèmes structurels non résolus en Europe. Mais, malgré cela, je suis plus optimiste pour l'Europe, en partie en raison de l'Euro qui vous prive de toutes les échappatoires classiques permettant de ne pas traiter les problèmes de fond, une politique monétaire unique empêchera un pays isolé de baisser les taux artificiellement, une monnaie unique l'empêchera de tricher avec les prix en dévaluant, etc... Cela obligera les opinions et les hommes politiques à ouvrir enfin les yeux sur les problèmes structurels, et à les traiter».

«Poids de l'État, rigidités du marché du travail, coût de la création d'emploi... ouvrir enfin les yeux sur les problèmes structurels et les traiter», chacun sait ce que cela signifie et mesure, dès à présent, les conséquences.

Il lui en reste du boulot au gouvernement Jospin! Et la question va se reposer aux *«lecteurs de gauche»* de *Charlie Hebdo*: comment distinguer une politique de gauche d'une politique de droite?

Après le P.A.C.S., les fusillés de 1917, il va falloir à nouveau trouver d'autres épouvantails pour détourner l'attention du citoyen des causes réelles de nos difficultés. Nul doute que la rédaction du journal saura trouver de nouvelles recettes pour ses lecteurs désorientés.

Je vous prie de croire, Monsieur le Rédacteur en chef, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Nantes le 22 novembre 1998.

Michel ANDRIEU.

L'ANARCHO-SYNDICALISME : HISTOIRE ET ACTUALITÉ...

Il était une fois...

L'importance de la lutte des classes et la nécessité d'organiser le prolétariat ne furent pas toujours des évidences pour les anarchistes. La période des attentats de 1892-1894, l'apologie de la reprise individuelle sont autant d'exemples des illusions anarchistes quant à la valeur de l'acte individuel.

C'est sans doute Kropotkine, qui le premier, développa dans une série d'articles parus dans *«La révolte»*, la nécessité pour les anarchistes de rejoindre les organisations ouvrières: *«Il faut être avec le peuple, qui ne demande plus l'acte isolé mais des hommes d'action dans ses rangs»* (1).

... Fernand Pelloutier

Mais c'est, sans conteste, Fernand Pelloutier qui définissait le syndicat comme une *«école pratique d'anarchisme»*, qui théorisa ce que l'on n'appelait pas encore l'anarcho-syndicalisme. Ainsi, dès 1895, il est l'auteur d'un article intitulé *«l'anarchisme et les syndicats ouvriers»* dans lequel il écrit:

«Personne ne croit ou n'espère que la prochaine révolution, si formidable qu'elle doive être, réalise le communisme anarchique pur. Mais l'état transitoire à subir doit-il être nécessairement, fatalement la géôle collectiviste? Ne peut-il consister en une organisation libertaire limitée exclusivement aux besoins de la production et de la consommation, toutes institutions politiques ayant disparu? Or, qu'est-ce qu'un syndicat? Une association d'accès ou d'abandon libre, sans président, ayant pour tous fonctionnaires un secrétaire et un trésorier révocables dans l'instant, d'hommes qui étudient et débattent des intérêts professionnels semblables. Que sont-ils ces hommes? Des producteurs, ceux-là mêmes qui créent toute la richesse publique. Attendent-ils pour se réunir, se concerter, agir, l'agrément des lois? Non, leur constitution légale n'est pour eux qu'un amusant moyen de faire de la propagande révolutionnaire avec la garantie du gouvernement, et d'ailleurs combien d'entre eux ne figurent pas et ne figureront jamais sur l'annuaire officiel des syndicats. Usent-ils du mécanisme parlementaire pour prendre leurs résolutions? Pas davantage. Ils discutent et l'opinion la plus répandue fait loi, mais une loi sans sanction, exécutée précisément parce qu'elle est subordonnée à l'acceptation individuelle - sauf le cas, bien entendu, où il s'agit de résister au patronat. Enfin, s'ils nomment à chaque séance un président, un délégué à l'ordre, ce n'est plus que par l'effet de l'habitude, car une fois nommé, ce président est parfaitement oublié et oublie fréquemment lui-même la fonction dont ses camarades l'ont investi. Laboratoire des luttes économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'administrant anarchiquement, le syndicat est donc bien l'organisation à la fois révolutionnaire et libertaire qui pourra seule contrebalancer et arriver à détruire la néfaste influence des politiciens collectivistes.

Supposons maintenant que, le jour où éclatera la révolution, la presque totalité des producteurs soit groupée dans les syndicats; n'y aurait-il pas là, prête à succéder à l'organisation actuelle, une organisation quasi libertaire, supprimant de fait tout pouvoir politique, et dont chaque partie, maîtresse des instruments de production, réglerait toutes ses affaires elle-même, souverainement et par le libre consentement de ses membres? Et ne serait-ce pas l'association libre des producteurs libres?» (2).

Ne trouve-t-on pas là, condensée en quelques lignes, l'essentiel de l'anarcho-syndicalisme? Jusqu'à sa mort, Pelloutier travaillera au développement du syndicalisme en France en construisant la *Fédération des bourses du travail*. Il n'aura de cesse de défendre l'indépendance de classe du prolétariat en combattant toute illusion politicienne et de promouvoir l'idée de grève générale, qu'il considérait comme le dernier moyen révolutionnaire et qui triomphera au congrès de Nantes, le 6^{ème} de la *Fédération Nationale des Syndicats et groupes corporatifs* (du 17 au 22 septembre 1894). Sa célèbre *«Lettre aux Anarchistes»* n'est sans doute pas pour rien dans l'entrée massive des anarchistes au sein des syndicats.

Émile Pouget

A la même époque, on relève également l'activité militante (création d'une des premières chambres syndicales) et journalistique (*Le père peinard*) d'Émile Pouget en faveur des syndicats et de l'action directe.

(1) *«Le 1er mai 1891»*, *La révolte* n°6, 18-24 octobre 1890.

(2) *Les temps nouveaux*, n°27, 2-8 novembre 1895.

Ce dernier tiendra d'ailleurs un rôle important dans la rédaction de la fameuse «*Charte d'Amiens*». Même si ce texte est le fruit d'un compromis entre des militants anarchistes et réformistes qui, au congrès de la C.G.T. en 1906 durent unir leurs efforts pour contrer l'entreprise de contrôle du syndicat par les guesdistes, la Charte, en réaffirmant le rôle révolutionnaire du syndicat:

«Il (le syndicat) prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, il préconise comme moyen d'action la grève générale...»,

ainsi que la nécessité de l'indépendance de la classe ouvrière:

«la C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière...».

est indéniablement d'inspiration anarcho-syndicaliste. Autre «*grand moment*» de l'histoire de l'anarcho-syndicalisme: le *Congrès anarchiste international* d'Amsterdam en 1907. Le débat sur le syndicalisme qui opposa Malatesta (qui relativisait le rôle historique de la lutte des classes) et Monatte est d'une importance théorique et historique considérable. Pierre Monatte, anarchiste et syndicaliste français, développa dans son discours les grandes caractéristiques de ce que l'on appelait à l'époque le syndicalisme révolutionnaire:

«la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la révolution sociale».

Sans négliger les limites du syndicalisme (notamment le risque de fonctionnarisme syndical), le jeune militant met en évidence les points communs entre syndicalisme et anarchisme (le fédéralisme, l'autonomie, l'action directe, l'antiparlementarisme, le projet révolutionnaire...).

Et maintenant?

Fort de cet éclairage historique, il est possible de se risquer à définir ce que veut dire être anarcho-syndicaliste aujourd'hui.

Un anarchiste, est d'abord et avant tout, un révolutionnaire, un individu qui ne supporte aucune entrave dans la recherche de la vérité, de sa vérité et dans l'épanouissement de son individualité. Il combat tous les dogmes qui enferment l'individu dans une communauté et qui tentent d'imposer une pensée unique. Il est donc, inévitablement libre penseur et anticlérical car, comme l'écrivait Bakounine:

«L'Idée de Dieu ou implique l'abdication de la raison et de la Justice humaines, elle est la négation la plus décisive de l'humaine liberté et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique?» (3).

C'est un homme qui œuvre à l'émancipation totale de l'humanité en préparant la révolution sociale. Il ne peut être question pour lui de remplacer une dictature par une autre, ce qui implique nécessairement la destruction de l'État, de tout Etat, et son remplacement par la libre association des individus selon le principe fédéraliste. Comment ne pas évoquer les leçons de l'histoire, alors que des anarchistes comme Luigi Fabbrì (4) ou Rudolf Rocker (5) dès les années 20 avaient parfaitement analysé la vraie nature de la révolution bolchevique et prévu sa dégénérescence bureaucratique et dictatoriale.

L'anarcho-syndicaliste ne diffère en rien de l'anarchiste pour ce qui est des objectifs à atteindre. Sa particularité réside dans ses choix stratégiques, dans les moyens d'action choisis.

L'anarcho-syndicaliste peut, certes, créer des structures, souples comme il se doit, où il rencontrera d'autres militants anarcho-syndicalistes, mais il n'oublie pas que le parti ouvrier existe déjà, qu'il s'agit du

(3) «*Dieu et l'État*».

(4) «*Dictature et révolution*», Éditions du Monde Libertaire.

(5) «*Les soviets trahis par les bolcheviks*», Spartacus.

syndicat. C'est la seule organisation qui soit authentiquement ouvrière car elle ne regroupe que des prolétaires dans le but de défendre leurs intérêts de classe. En ce sens, les analyses de Pelloutier, Pouget ou encore Monatte sont toujours d'actualité.

Il reste à résoudre le problème crucial du choix du syndicat. Libre à chacun de choisir l'outil qui lui semble le plus adéquat, cependant certains principes doivent être rappelés.

1- La place des anarchistes, de ceux qui n'ont pas oublié l'appel de Pelloutier, est, avec la classe ouvrière, dans ses organisations de masse. La stratégie gauchiste consistant à se retrouver entre révolutionnaires «*purs et durs*» dans un groupuscule est vouée à l'échec. Si la situation historique permet, comme ce fut le cas en Espagne avec la C.N.T., de militer dans un syndicat révolutionnaire, tant mieux. Dans le cas contraire, il vaut mieux être aux côtés de la classe ouvrière, même dans une organisation réformiste, et s'efforcer d'y préserver l'indépendance de classe et d'y développer des positions révolutionnaires.

2- L'anarcho-syndicalisme ne peut militer qu'au sein d'une confédération ouvrière. Les différentes fédérations, surtout dans l'éducation nationale, par leur nature même, ne peuvent mener qu'au corporatisme voir à la collaboration de classe.

C'est ainsi que, fidèle à la «*Lettre aux anarchistes*» et à la *Charte d'Amiens*,

l'U.A.S. ...continue le combat!

Christophe BITAUD.

UN ACCORD CONTROVERSÉ...

Nous avons reçu la lettre suivante:

Rainneville, le 1^{er} octobre 1998,

«Je ne sais pas encore quel est votre sentiment concernant raccord signé par F.O. dans la Métallurgie. En ce qui me concerne, je considère, en dehors du recul sur le nombre et la modulation des horaires, mais n'est-ce pas un accord «à froid» résultant d'une obligation qui est faite de négocier de par la loi, je considère donc que ce compromis a pour mérite de casser la logique du partage du travail et des revenus, chère à l'agent du cléricisme international, qui ne cherche même pas à se dissimuler sous les traits de notre Ministre du Travail actuel».

Jean Louis Mambourg.

Pour ma part, je partage totalement le jugement de notre camarade au sujet d'un accord que Martine Aubry a osé qualifié de «*virtuel*». Mais la polémique ouverte à propos de cet accord n'est pas nouvelle. Dans le passé, nombreux furent ceux qui, anarchistes ou marxistes, considéraient tout accord comme intrinsèquement mauvais parce que: «*énervant la volonté révolutionnaire du prolétariat*».

La reconnaissance de la «*lutte des classes*»

A l'inverse, les syndicalistes ouvriers et, parmi eux, les anarcho-syndicalistes considéraient, à mon avis, à juste titre, que la conclusion de contrats collectifs entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux, outre qu'ils garantissaient aux travailleurs des avantages non négligeables, concrétisait l'existence de classes aux intérêts antagonistes. En quelque sorte, par le moyen du contrat (et non de la loi!) on inscrivait, dans la réalité, selon la formule de la Charte d'Amiens:

«la reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière».

Le diable et le bon dieu...

Il est clair que cette conception est difficilement acceptable par ceux de nos camarades, qui, à la recherche d'un impossible absolu, font de la lutte des classes une sorte de combat entre le diable et le bon dieu et pour lesquels: *«il n'y a de bon accord que la révolution!»*.

A dire vrai, la querelle faite aux syndicalistes à propos de *«bons»* ou de *«mauvais accords»*, est purement artificielle. Un accord ne peut être autre chose qu'un compromis tributaire du rapport des forces existant à un moment donné. Tout le reste n'est *«qu'angélisme»*, et il est bien connu que *«qui veut faire l'ange fait la bête»*.

Mais plutôt que de jouer les censeurs plus eu moins de bonne foi et de faire l'exégèse d'un accord qui a, au moins, le mérite d'exister, peut être conviendrait-il de s'interroger sur les responsabilités politiques de ceux qui, depuis juin 1982, ont contraint la classe ouvrière à subir recul sur recul?

Alexandre HÉBERT.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
